

I) Fonctionnement et adossement scientifique

Jusqu'à présent s'appliquait, s'agissant du doctorat, une distinction entre, d'une part, les établissements opérateurs (les universités Lumière-Lyon2, J. Moulin-Lyon 3 et J. Monnet-Saint-Étienne), au sein desquels nos doctorant(e)s étaient administrativement inscrits, et, d'autre part, l'établissement chargé de la délivrance du diplôme, la COMUE Université de Lyon. Le retour à une diplomation par chacun des trois établissements dont les équipes de recherches forment le périmètre ne devrait toutefois pas poser de difficultés particulières. L'ED a déjà expérimenté, par le passé, ce type de situation, et les outils de gestion des inscriptions et de suivi des doctorant(e)s pourront rapidement être adaptés.

S'agissant de l'ED elle-même, sa gouvernance et ses relations avec son environnement institutionnel ne devraient pas être impactées par l'abandon du projet Idex. Elle restera intégrée, en conservant son périmètre, au Collège doctoral de la COMUE, et chacun des trois établissements habilités à délivrer le doctorat en droit dans le cadre de la prochaine accréditation continuera d'être représenté au sein du conseil de l'ED.

L'évaluation du bilan de l'ED réalisée par le Hcéres en 2020 a par ailleurs insisté sur la qualité de l'adossement scientifique de l'ED aux équipes de recherches réunies dans son périmètre. Il nous appartiendra donc, dans l'avenir, de maintenir ce fonctionnement intégré, qui sortira d'ailleurs renforcé de la mise en place de certaines actions (par exemple la constitution d'un Réseau Transatlantique de Réflexion sur les Méthodes de la Recherche, cf. *infra*) qui impliqueront davantage encore les équipes de recherches.

Enfin, L'ED Droit entend mettre à profit la prochaine accréditation pour travailler à articuler davantage encore le Doctorat aux autres niveaux de formation. En direction des étudiants de Master, une réunion d'information est, d'ores et déjà, organisée chaque année : il conviendrait de lui donner davantage de visibilité et d'y associer davantage les directeurs et directrices de ces Masters ainsi que les doctorant(e)s issu(e)s de ces Masters. En direction des étudiants de Licence, auprès desquels les doctorant(e)s de l'ED Droit interviennent souvent déjà comme chargés de TD, les doctorant(e)s volontaires pourraient être invité(e)s à évoquer la perspective du Doctorat dès la L3. Au fond, il s'agira de multiplier les actions de sensibilisation au Doctorat afin de perfectionner l'articulation L/M/D.

II) Encadrement et formations

Le taux d'encadrement est passé, lors de la précédente accréditation, de 12 à 10 doctorant(e)s par encadrant. Le Conseil mènera une réflexion pour envisager une éventuelle diminution de ce taux d'encadrement à 8 doctorant(e)s, chiffre qui paraît conforme aux pratiques communes des écoles doctorales à dominante juridique.

S'agissant de la formation doctorale, le Conseil de l'ED estime nécessaire de maintenir des séminaires fondamentaux susceptibles d'intéresser tout travail de recherche en droit, quels que soient le sujet précis de la recherche doctorale et la spécialité disciplinaire dans laquelle celle-ci s'inscrit.

Pour autant, l'évaluation par le Hcéres et la perspective d'une nouvelle accréditation doivent être pour l'ED l'occasion de travailler à renforcer et à adapter davantage encore son offre de formation (A) et à l'internationaliser (B).

A) Adapter et renforcer l'offre de formation

En premier lieu, il s'agira de réfléchir à la manière de mieux former notre public aux questions centrales de l'éthique et de la déontologie scientifiques. Les retours peu satisfaisants dont les doctorant(e)s ont fait part s'agissant du Mooc « Ethique de la recherche » mis en place par le Service des études doctorales de la COMUE doivent en effet être pris en compte. Une réflexion sera donc engagée par le Conseil de l'Ed, afin de permettre aux doctorant(e)s de suivre une formation équivalente mais davantage adaptée aux sciences sociales et au droit (par exemple, le Mooc mis en ligne par l'Université Bordeaux-Montaigne). L'ED pourrait par exemple déterminer, après évaluation, une liste de MOOC accessibles et accepter de valider au titre de la formation doctorale la participation des doctorant(e)s à ces MOOC. L'ED envisagera également la possibilité d'imposer ce module de formation lors de la première année d'inscription.

En deuxième lieu, il s'agira de renforcer les séminaires de formation (modules de 12h) en mettant davantage l'accent sur la participation active des doctorant(e)s. Si les doctorant(e)s sont appelé(e)s à évaluer les formations qu'ils ou elles suivent, leur participation aux séminaires doit en retour pouvoir faire l'objet d'une évaluation, même globale, de la part de l'enseignant-chercheur qui anime le séminaire. La validation de la participation à un séminaire pourrait ainsi être conditionnée à l'approbation de ce dernier. Une réflexion sera en outre engagée sur le point de savoir s'il ne serait pas davantage pertinent de concentrer la participation à ces séminaires dans les trois premières années du parcours doctoral.

Enfin, si la formation dispensée au sein de l'ED prend pour principal public les doctorant(e)s, l'arrêté du 25 mai 2016 fait également obligation aux écoles doctorales de mettre en place une formation destinée aux encadrants. Si les pratiques et la culture des juristes se montrent parfois rétives à une telle injonction, le Conseil de l'ED a cependant estimé qu'une telle formation était utile et pertinente. Elle n'a toutefois pas fait le choix de la rendre obligatoire, mais de l'organiser sous la forme d'une demi-journée. Une première demi-journée a déjà eu lieu, réunissant près d'une quinzaine de collègues, et l'ED s'engage à réitérer l'opération, à intervalles réguliers, en organisant ces demi-journées en trois temps : présentation du cadre réglementaire de l'encadrement doctoral (interventions des référents intégrité scientifique, déontologie, prévention du harcèlement et des discriminations) ; retour sur expérience (intervention d'un collègue expérimenté dans l'encadrement) ; discussions et échanges autour de la notion de *bonnes pratiques*.

B) Internationaliser l'offre de formation

En vue d'internationaliser son offre de formation, l'ED entend d'abord consolider son partenariat franco-brésilien en pérennisant son université d'été organisée à Lyon conjointement avec l'Université de São Paulo.

Elle entend, également, mettre en place un espace international d'échanges et de réflexions sur la méthodologie de la recherche en droit. Cet espace prendra la forme d'un Réseau transatlantique et francophone, dont les activités se réaliseront au moyen de réunions périodiques impliquant l'ED, le Centre M. Crépeau de l'Université Mac Gill et l'École de droit de Science Po. Une réunion préparatoire a été organisée par visioconférence le 21 janvier 2021. Elle a permis de dégager, au moins

partiellement, les grandes lignes des objectifs et des modalités de ce Réseau. Il s'agira de permettre à des doctorant(e)s volontaires et sélectionné(e)s de profiter de séminaires se déroulant sur plusieurs jours (en alternance entre la France et Québec), lors desquels la diversité des approches théoriques et disciplinaires de la méthodologie de la recherche sera discutée à partir de la présentation, par les doctorant(e)s concerné(e)s, de leurs propres travaux.

L'ED a, par ailleurs, engagé une discussion avec la direction du *Collegium* de Lyon dans le but d'accueillir, pour des séminaires spéciaux, les collègues juristes reçus par le *Collegium* en séjours longs de recherche. Le *Collegium* de Lyon est un Institut d'études avancées qui accueille, pour des séjours d'une durée variable (de six mois à un an), des chercheurs étrangers reconnus dans leur spécialité. Chaque année, au moins deux juristes comptent parmi les lauréats. Contact a donc été pris avec le directeur du *Collegium* pour tirer profit de ces séjours et intégrer, dans l'emploi du temps des chercheurs invités, l'animation ou la participation, y compris en anglais, à un séminaire de formation doctorale à l'attention des doctorant(e)s de l'Ed. La crise sanitaire qui sévit depuis un an n'a pas permis de mettre en place d'ores et déjà cette collaboration, mais la direction de l'Ed et la direction du *Collegium* entendent travailler à la faciliter.

III) Sentiment d'appartenance et insertion professionnelle des docteurs

L'élaboration du projet de l'ED pour la prochaine accréditation a été l'occasion de réfléchir aux innovations propres à renforcer, notamment via les formations, le sentiment d'appartenance à l'école. Le Conseil de l'ED s'engage ainsi à développer des actions susceptibles de susciter et pérenniser l'attachement et le sentiment d'appartenance des doctorant(e)s à l'ED, notamment l'organisation, à l'attention des primo-inscrits, d'une semaine d'intégration concentrant des réunions d'information et des modules de formation, spécialement les modules dédiés à l'enseignement, puisque la plupart de nos doctorant(e)s, sous un statut ou un autre, assurent des enseignements dans le cadre de T.D. et parfois de C.M. (certains de ces modules étant communs à toutes les disciplines juridiques, d'autres étant déclinés pour le droit privé, le droit public et l'histoire du droit). L'identification et la bonne connaissance des missions de l'ED, de son fonctionnement concret et des moyens et des aides qu'elle peut déployer à l'attention de ses doctorant(e)s (aides à l'organisation de manifestations scientifiques ou à la mobilité) s'en trouveraient renforcées, ainsi que le sentiment des doctorant(e)s d'appartenir à une communauté animée d'un esprit d'exigence et de bienveillance.

Si les formations aux métiers de la recherche et de l'enseignement et les formations à la méthodologie de l'enseignement semblent satisfaire les doctorant(e)s, il nous faut refondre l'offre de formation destinée à toutes celles et tous ceux qui, bien que docteur(e)s, n'embrasseront pas la carrière universitaire. À cette fin, l'actuel module de formation « présentation de la profession d'avocat » sera remplacé par des actions conjointement conduites avec l'Association nationale des avocats et élèves-avocats docteurs en droit (ANAD), association nationale destinée à offrir aux avocats docteurs en droit un espace de d'échanges, de discussion et de coopération. Une réunion préparatoire aura lieu en mars 2021 en vue de réfléchir au contenu et aux modalités pratiques de ces actions. Celles-ci pourraient d'ailleurs être complétées par la mise en place d'un module « formation à l'écriture des contrats », placé sous la double direction scientifique d'un enseignant-chercheur et d'un praticien, dont l'objectif serait de permettre aux doctorant(e)s de valoriser auprès des recruteurs (cabinets, entreprises) une expertise en matière de rédaction et d'interprétation contractuelles.

L'ED entend également mobiliser davantage son réseau d'anciens docteurs ayant bénéficié d'une convention CIFRE, dont le nombre est par ailleurs en augmentation, afin de sensibiliser davantage les

primo-inscrit(e)s à ce type de financement et aux débouchés professionnels qu'il est susceptible d'offrir.

En outre, l'ED engagera des discussions avec les institutions publiques et privées susceptibles d'employer des docteurs en droit, notamment les organisations représentatives des différents métiers du droit, comme la Chambre de commerce de Lyon et le MEDEF Lyon-Rhône et le MEDEF Loire. Ces discussions pourraient conduire à l'organisation, à un rythme qu'il faudra déterminer, de « journées de l'emploi des docteurs en droit », et à la mise en place de modules de formation, animés par des professionnels, portant notamment sur les stratégies de recrutement (par exemple : comment rédiger un C.-V. pertinent ? comment aborder un entretien d'embauche ?). Dans cette même perspective, l'ED s'engage à réfléchir à la mise en place de formations aux *soft skills*.

Enfin, l'ED systématisera, en annexe au diplôme, la délivrance du *référentiel compétences* déjà élaboré, afin de donner aux potentiels recruteurs une vision claire et immédiate des savoirs, savoir-faire et savoir-être acquis par nos docteurs pendant leur formation doctorale, et d'un portfolio récapitulant l'ensemble des formations effectivement suivies.